

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le rôle de l'Association Internationale des Maires Francophones, à Paris le 15 novembre 2013.

Monsieur le Maire de Paris, cher Bertrand DELANOË, c'est toujours une joie de venir, en ce qui me concerne, ici. Des souvenirs s'y attachent et, à chaque fois, ils sont heureux.

Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie, cher Abdou DIOUF, nous ne nous quittons jamais. Dans quelques lieux où je suis, vous n'êtes jamais loin et on retrouve votre longue silhouette partout où il y a, non pas simplement la question de la Francophonie, mais des valeurs qui nous rassemblent.

Mesdames et Messieurs les maires de ville, qui sont présentes ici à Paris et qui représentent les continents du monde. Vous nous faites honneur.

Je veux également saluer tous les élus qui se dévouent pour la Francophonie partout dans le monde et qui font en sorte que ce ne soit pas simplement une communauté de langue, mais une communauté de projets.

Pour tout vous dire, j'avais plusieurs raisons d'être présent ici aujourd'hui.

La première, c'est pour saluer votre grande association. L'Association internationale des maires francophones. Belle et grande initiative qui avait été lancée par Jacques CHIRAC en 1979. Il était alors Maire de Paris et il avait eu cette idée, avec la ville de Québec, de regrouper des maires qui pourraient inspirer à leur façon la Francophonie. Ils étaient une petite équipe, vous l'avez rappelé, une vingtaine au départ.

Vous êtes aujourd'hui deux-cent cinquante et, si j'ai bien compris, de nombreuses villes frappent à votre porte. Montevideo pour l'Amérique du Sud. Je ne doute pas que l'Amérique du Nord, je ne parle pas simplement du Canada et du Québec, mais je suis sûr que, y compris aux États-Unis, il y a des villes francophones qui s'ignorent encore et qui vont venir. Il y en a déjà. On me dit que Washington est en train de préparer sa candidature.

Je comprends, parce que votre association est devenue une référence. Une référence auprès d'organisations internationales. Nous en avons ici la démonstration et je salue le directeur exécutif de l'ONUSIDA, mais également des institutions européennes parce qu'il y a des occasions de coopération.

Ma venue ici était d'abord pour vous saluer et vous rendre hommage.

J'avais une seconde raison. C'est de dire à Bertrand DELANOË toute notre reconnaissance. Il est votre Président. Il l'est parce que, depuis treize ans, il est Maire de Paris. Il a décidé, cela a pu surprendre, de quitter ses responsabilités. Parfois, nous n'avons pas le choix. Ce sont d'autres qui décident à votre place. Lui, depuis longtemps, avait déclaré qu'il ne souhaitait pas faire plus de deux mandats. Il a tenu cette promesse, parce qu'elle correspond à ce qu'est son éthique dans la vie publique.

Comme Maire de Paris, il a donc été président de votre association. Comme il a été dit avant moi, pendant treize ans, il a mis ses qualités - elles sont nombreuses - de travail, d'énergie, d'imagination, de créativité, d'intelligence au service des maires francophones.

Cela a dû être une présidence forte, qui accepte le débat mais, en même temps, sait le conclure.

Moi aussi, je fais des sondages. Il n'y a pas de raisons et vous me confirmez dans mes intuitions. Il a aussi veillé à ce que la contribution financière de Paris à votre association reste la première.

Permettez donc au Président de la République française, qui a été maire, de saluer tout particulièrement Bertrand DELANOË et de lui exprimer toute notre gratitude.

Mais je veux être juste. On n'accomplit jamais rien seul, on peut le faire croire mais ce n'est pas le cas de Bertrand. Je veux donc associer dans cet hommage aussi bien Pierre SCHAPIRA £ le secrétaire général de l'AIMF, Khalifa SALL, Maire de Dakar £ et votre trésorier - très important le trésorier - le Maire de Casablanca, Mohamed SAJID.

Et vous tous, parce que vous avez accompli pendant toutes ces années une mission particulièrement décisive : tisser des liens entre les villes du monde francophone et faire en sorte qu'elles puissent partager les mêmes objectifs alors qu'elles n'ont pas le même niveau de développement, la même taille, la même capacité d'investissement £ être capable d'avoir plus qu'une communauté d'expression, une communauté de projets £ faire également que, comme le disait Abdou DIOUF, le monde puisse maintenant regarder les villes comme étant les lieux, les espaces où de plus en plus les citoyens du monde vont vivre.

Pour la première fois, et c'est un tournant majeur dans l'histoire de l'humanité, il y a plus d'habitants dans les villes que dans l'espace rural. Dans les pays développés, c'est devenu une évidence. Mais dans l'ensemble des pays et notamment émergents, nous voyons cette poussée des villes. C'est donc de plus en plus dans ces lieux-là que vont se faire les politiques de développement. C'est ce que vous avez compris avant d'autres.

Je veux citer un certain nombre de vos réalisations : adduction d'eau pour des villes comme Nouakchott, mise en place d'un programme d'échange de fonctionnaires municipaux entre Paris et Dakar, lancement d'un plan de développement du patrimoine urbain en Afrique de l'Ouest, mise en place de l'état civil là où il est nécessaire, gestion des finances publiques. A la fois des investissements, une coopération pour la gestion et des réalisations pour vos concitoyens.

Vous vous êtes également emparés de grandes causes. Elles ont été rappelées ici.

D'abord, la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Je remercie encore ONUSIDA pour la mobilisation qui est celle de cette grande organisation et ses résultats. Je vous remercie, Monsieur le directeur exécutif, d'avoir rappelé que la France a maintenu sa contribution au Fonds mondial pour les trois prochaines années : 1 milliard d'euros.

Nous aurions pu, nous aussi, parce que la France est confrontée comme tant d'autres pays à la gestion de ses finances publiques, faire des économies sur ce qui nous paraissait finalement être secondaire, alors que c'est le principal. Parce que, s'il y a une épidémie dans le monde, elle viendra aussi en France. Nous devons considérer que ce n'est pas un acte de générosité, c'est aussi un acte de sécurité pour nos populations. Nous avons donc fait l'effort.

Si la France est le deuxième contributeur mondial, c'est parce qu'elle veut montrer l'exemple. La France veut toujours montrer l'exemple. On le lui reproche quelques fois. Elle peut le faire avec orgueil, elle doit le faire avec humilité pour que d'autres pays puissent se joindre et apporter leur propre contribution au Fonds mondial.

Dans ce montant d'aide que nous avons mis à disposition, nous avons dégagé un crédit spécifique, près de 20 millions d'euros par an pour un opérateur « France Expertise Internationale » qui, justement, agira dans le monde francophone.

Nos objectifs, vous les connaissez, ce sont les vôtres : prévention, recherche, accès aux médicaments. Cela est le grand enjeu. Que nul ne puisse être écarté du soin parce qu'il serait trop pauvre, parce qu'il serait trop loin, parce qu'un certain nombre de gouvernements y auraient mis obstacle, c'est arrivé.

Nous avons fait en sorte qu'il puisse y avoir, avec ONUSIDA, le développement des soins partout dans le monde. Nous gagnons chaque jour là-dessus et nous voyons une population qui, pour moitié, n'avait pas accès aux soins aujourd'hui commencer à pourvoir en bénéficier.

Je veux dire une nouvelle fois, puisque je suis devant vous, combien la lutte contre le sida restera le grand objectif de la France parce que, tant que nous n'en aurons pas terminé avec cette maladie, nous n'en aurons pas terminé avec l'effort que nous devons engager. Nous pouvons vaincre le sida. Nous le vaincrons partout dans le monde.

L'autre priorité que vous poursuivez, c'est la lutte contre le réchauffement climatique. La France

va accueillir, en 2015, la conférence sur le climat.

Beaucoup m'avaient conseillé de ne pas prendre cette initiative parce que les chances de succès ne sont pas forcément toutes réunies et qu'être le siège d'une conférence qui n'aboutit pas, n'est pas la meilleure image que l'on peut donner.

Et pourtant, je considère que, si nous n'arrivons pas en 2015 à un accord global sur la lutte contre le réchauffement climatique, nous aurons alors une responsabilité historique. Parce que tout indique, je parle des travaux des scientifiques, que si nous ne faisons rien, ce ne sont pas de 2 degrés que nous allons pouvoir constater le réchauffement de la planète mais de 3, 4, peut-être 5 degrés avec toutes les conséquences.

Certains nous disent : « Mais elles ne sont pas là ! ». Mais qui ne voit que la catastrophe aux Philippines illustre cette dégradation de notre environnement. Le niveau de la mer qui monte, les zones désertiques qui s'étendent et un certain nombre de catastrophes que nous n'imaginions pas, qui touchent tous les pays, développés comme émergents. Et forcément davantage encore les pays les plus pauvres.

Nous devons réussir la conférence sur le climat. Je demande aux maires francophones de pleinement s'engager avec l'association pour y parvenir. Il faudra effectivement demander des engagements. Les pays développés devront être les plus ambitieux et l'Europe d'abord. Mais les pays émergents ne peuvent pas se dispenser de cette exigence. Les esprits évoluent parce qu'au bout d'un certain moment chacun est conscient des risques, y compris pour son propre territoire. Je vois dans les pays émergents des dirigeants qui conviennent qu'il doit y avoir des objectifs communs et des contraintes posées.

Les pays les moins développés peuvent se dire : « Est-ce que cela ne va pas être des contraintes pour notre propre croissance ? » Non, parce que la lutte contre le réchauffement climatique, la transition énergétique, seront des éléments de la croissance de demain.

Merci aux maires francophones de faire des travaux pour le développement durable, d'assurer des économies d'énergie, de faire en sorte que nous puissions mieux traiter les déchets et assurer à tous l'accès à l'eau.

Le troisième objectif que nous poursuivons en commun, c'est l'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire ce mélange - harmonieux d'ailleurs - entre solidarité et compétitivité.

La France a décidé de la création d'un « groupe-pilote » international, composé d'Etats, d'institutions internationales, d'acteurs économiques, d'entreprises, d'associations, pour promouvoir cette économie innovante à travers le monde. J'invite votre association à y prendre toute sa part.

Là-aussi, et ce n'est pas tout à fait un hasard, les pays qui adhèrent à la Francophonie sont aussi ceux qui adhèrent à ce projet d'économie sociale et solidaire.

J'avais enfin une raison d'être présent ici pour rappeler l'attachement qui est le mien, qui est celui de la France, à la Francophonie et donc à son organisation et à son Secrétaire général, Abdou DIOUF.

Le français n'est pas la propriété de la France. C'est le patrimoine de tous les peuples qui nous font l'honneur de le parler. C'est notre patrie commune.

La Francophonie, ce sont des valeurs. Des valeurs de liberté, de dignité, d'émancipation. Parler le français, c'est d'une certaine façon, promouvoir la culture française. Pas l'histoire de la France, l'histoire du mouvement qui a fait que la France, à un moment, et j'espère encore aujourd'hui, porte des valeurs universelles.

La Francophonie, c'est une lutte et un combat pour la diversité culturelle, pour le pluralisme, pour permettre que dans le monde il n'y ait pas qu'une seule langue qui soit parlée, pas toujours bien d'ailleurs, même si je ne demande pas à tous de bien parler le français. Tout simplement de l'apprendre, de l'enseigner, de le diffuser.

Connaître le français, c'est aussi connaître les uvres de l'esprit. C'est pourquoi nous ne pouvons pas détacher la Francophonie d'un projet culturel.

Les valeurs, ce ne sont pas simplement des principes que nous voulons faire partager et qui devraient s'installer presque naturellement dans l'espace francophone. Parfois, il faut combattre.

Parfois même, il faut se battre.

C'est ce que nous avons fait au Mali pour défendre l'intégrité d'un pays. Non pas parce qu'il était agressé par un autre mais parce qu'il était menacé par la pire des dominations : le fondamentalisme, le terrorisme. La France était à sa place dans ce combat-là, non pas parce qu'elle était dans l'histoire du Mali, mais parce qu'elle voulait être dans son présent et dans son avenir.

Nous en avons payé le prix. Sept soldats sont morts au Mali. D'autres, nombreux, ont été blessés. Nous en payons encore le prix lorsque deux journalistes sont lâchement assassinés, parce qu'ils sont des journalistes et parce qu'ils sont des Français.

Nous en payons le prix quand il y a un prêtre qui se fait enlever au nord du Cameroun pour être emmené, on peut l'imaginer, au Nigeria par un groupe.

Nous devons tout faire pour libérer les otages. Nous devons tout faire pour continuer à assurer l'intégrité du Mali.

Ce que je peux vous dire ici, c'est que nous ne céderons rien. C'est que nous n'abandonnerons rien parce que nous considérons que nous devons aller jusqu'au bout de la lutte que nous avons engagée.

La Francophonie, ce sont aussi de grandes causes. Celles que vous poursuivez, Monsieur le Secrétaire général, avec votre organisation et notamment la place des femmes dans nos sociétés. Un premier forum - Yamina BENGUIGUI l'avait organisé - a eu lieu à Paris sur les femmes francophones, leurs droits, leur dignité, la place qui doit être la leur. Ce travail a servi pour la conférence des Nations unies.

Je sais que le 15ème sommet de la Francophonie aura lieu en 2014 à Dakar. Allez savoir pourquoi à Dakar. Nous y serons bien sûr.

Mais je salue à la fois ce rendez-vous, mais aussi le thème qui a été choisi : les femmes et la jeunesse. La jeunesse du monde francophone, c'est l'avenir de la Francophonie. Nous sommes actuellement 220 millions de francophones, nous serons 750 millions en 2050.

J'allais dire la Francophonie est l'avenir du monde parce que l'Afrique notamment, continent d'avenir, continent dynamique, mais aussi l'Asie qui contribue à l'espace francophone, sont des pays qui connaissent une forte progression démographique. Alors, bienvenue à tous les Francophones d'aujourd'hui et de demain.

Pour terminer, s'il y avait une raison pour venir ici, c'était pour vous remercier. Vous, les maires des villes francophones. Vous, les amis de la Francophonie.

Vous remercier d'aimer la France. Vous avez raison. La France, c'est un grand, beau pays. La France est un pays qui connaît comme d'autres des difficultés économiques, qui fait tout pour les surmonter.

La France est un pays qui ne se résigne jamais, qui peut parfois être dans le doute, dans l'inquiétude et même dans la colère. Mais c'est un pays qui avance. C'est un pays qui lutte. C'est un pays qui arrive à gagner les victoires qui sont celles de la dignité, qui sont celles de la liberté et qui sont aussi celles de l'universalité.

Faire gagner la France, c'est aussi faire gagner la Francophonie. Merci.